comprendre à ses collègues que le gouvernement fédéral devrait jouer un rôle dans cette affaire par l'entremise de la Société de développement du Cap-Breton.

L'hon. M. MacEachen: Monsieur l'Orateur, je me demande si je devrais répondre à cette question au nom du premier ministre suppléant. Même si je n'ai pas d'objection à répondre à des questions touchant la province de Nouvelle-Écosse, je conteste le rappel du Règlement que sous-entend le commentaire de l'honorable député. J'y reviendrai peut-être plus tard. Pour l'instant, j'aimerais lui dire que toutes les questions qu'on a discutées à la Chambre relativement au rôle de l'Office d'expansion économique de la région atlantique et de la Société de développement du Cap-Breton ont été signalées à mes collègues et sont à l'étude.

M. MacInnis: Une autre question supplémentaire, monsieur l'Orateur. J'aimerais aller au fond de la réponse du ministre. J'ai demandé si le ministre se propose de continuer à préconiser la mainmise par la Société de développement du Cap-Breton? Il l'a déjà préconisée à la Chambre.

L'hon. M. MacEachen: Monsieur l'Orateur, je n'ai rien préconisé de tel à la Chambre ou ailleurs.

[Plus tard]

M. MacInnis: Monsieur l'Orateur, je pose la question de privilège, qui découle de la réponse qu'a donnée le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. J'ai mentionné la Société de développement du Cap-Breton et le ministre a fait certaines observations sur la possibilité d'aider la Nouvelle-Écosse aux prises avec le problème de l'acier. Même si je me souviens d'autres observations, monsieur l'Orateur, pour l'instant je n'ai fait qu'une vérification rapide du hansard, et je signale au ministre ses commentaires sur la question, comme en fait foi le hansard du 16 octobre 1967, page 3158, colonne de droite. Le ministre a fait une déclaration au sujet de la Société de développement du Cap-Breton.

M. l'Orateur: A l'ordre. Le député peut-il poser la question de privilège? Je remarque que nombre de députés voudraient poser des questions et la période des questions est presque terminée.

M. MacInnis: Le fait personnel sur lequel je veux m'expliquer découle d'une déclaration du ministre dans laquelle il nie catégoriquement certains de mes propos. A propos de la question de privilège, je voudrais citer les propres paroles du ministre pour prouver le bien-fondé de ma déclaration.

[M. MacInnis.]

M. l'Orateur: Il s'agit simplement, sans doute d'un sujet de discussion. Chaque jour, je le rappelle aux députés, on entend des allégations et des dénégations. C'est strictement un sujet de discussion. A mon avis, la question de privilège ne se pose pas. En effet, je ne vois pas comment la déclaration du ministre a pu affecter le privilège du député.

M. MacInnis: Avec tout le respect dû à Votre Honneur, aucun membre n'ignore que lorsque la question de privilège se pose, elle doit être soulevée immédiatement. Je voudrais simplement citer les paroles du ministre pour étayer ma déclaration.

M. l'Orateur: Je n'y vois pas d'objection. C'est le temps des députés qu'on accapare.

M. Knowles: C'est notre temps de parole.

M. MacInnis: Voici les paroles du ministre, qu'on peut lire à la page 3158 du hansard:

La Société détient son pouvoir en vertu de la loi et sera en mesure, dans un avenir prochain, de déterminer ce qu'elle fera au sujet du problème de l'acier au Cap-Breton. Elle jouit de pouvoirs très étendus; ils le sont suffisamment pour lui permettre d'atteindre l'objectif recommandé par les députés néo-démocrates si les administrateurs le désirent.

L'hon. M. MacEachen: A propos de la question de privilège, je ne vois pas d'inconsistance entre cette déclaration et ma réponse d'aujourd'hui. De fait, j'indiquais les pouvoirs juridiques que la Société me semble détenir. C'est une question juridique. Le député songe à une question de politique.

M. MacInnis: C'est le seul cas que je pouvais citer en ce moment. Mais il y en a eu d'autres.

M. Muir (Cap-Breton-Nord et Victoria): J'aimerais dire un mot de la question de privilège.

M. l'Orateur: La question de privilège n'est pas en cause. Évidemment, le sujet peut être discuté, et, à mon avis, il n'est pas tout à fait juste d'enlever aux députés qui semblent vouloir poser des questions de quelque importance dans les quatre ou cinq dernières minutes de cette période, l'occasion de le faire.

M. Robert Muir (Cap-Breton-Nord et Victoria): Je pose une nouvelle question de privilège. Si je le fais maintenant, monsieur l'Orateur, c'est pour vous dire que le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social a induit la Chambre en erreur aujourd'hui ou